

Metz le 5 mars 2026

Compte-rendu du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 2 Mars 2026

En déclaration liminaire, Solidaires Finances Publiques a souhaité la bienvenue à notre nouveau directeur, et nous avons partagé avec lui un espoir qu'il ait le « *dialogue social chevillé au corps* ». Nous avons la conviction qu'il ne pourra pas faire pire que ses deux prédécesseurs. Le Président du CSAL n'a pas souhaité répondre aux déclarations liminaires mais s'est réservé le droit de revenir sur certains éléments durant l'instance.

1 – Fin du conventionnement avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

Bercy a communiqué en janvier 2026 sur la réinternalisation de la mission du Centre de Service Bancaire (CSB) au sein de la CDC. Dès lors, la direction locale ne peut guère communiquer sur le devenir des agents titulaires et/ou contractuels du Centre de Service Bancaire (CSB).

Solidaires Finances Publiques a rappelé au Président que la Moselle a connu une situation similaire avec la suppression de l'écotaxe et la casse sociale pour les collègues des Douanes et employés de la société ECOMOUV. En l'espèce la direction avait été livrée à elle-même pour gérer les conséquences sociales

Nous avons par ailleurs demandé que des entretiens individuels se tiennent avant le mouvement local 2026, afin que les agents puissent partir s'ils le souhaitent. Nous sommes très inquiets lorsqu'on voit le tableau des emplois « nouvelle version », où les vacances de postes se sont transformées en surnombres : « *Eh ! C'est un tour de magie !* »

Nous avons également interrogé la direction sur les éventuelles propositions de la CDC, en matière de reprise des agents de la DGFIP.

La DDFIP a rappelé la nécessité de mener la mission jusqu'au bout ! Mais ne vous inquiétez pas : la direction locale s'est engagée à ce qu'il n'y ait aucun problème pour les agents. Nous serons très vigilants sur ce dossier.

2 – Bilan de la campagne des avis des impôts des particuliers 2025

Solidaires Finances Publiques s'est ému de la hausse significative (6,58 %) de la fréquentation de l'accueil, alors même que le DGFIP a engagé une politique de numérisation qui devait réduire les déplacements à l'accueil. Et ces chiffres ne prennent pas en compte l'accueil téléphonique...

Nous avons constaté que certains Services de Gestion Comptable (SGC) ont ouvert la caisse pendant la panne HELIOS... Ajoutant à cela les pertes de données GMBI, le piratage de FICOBA, cela commence à faire beaucoup pour une administration qui se veut le chantre de la modernité informatique !

Vos représentants sont également revenus sur la présence des vigiles dans les accueils de nos services. Nous avons souligné la concomitance entre la fin des vigiles et la hausse des incidents.

Le directeur a réaffirmé son attachement à la sécurité des agents. Mais, le dispositif pour l'année 2026 sera « *dans les grandes mailles* » le même que l'année 2025 « *en concertation avec les Chefs de Service* »

3 – La facturation électronique

Pour Solidaires Finances Publiques, la mise en place de la facturation électronique n'est pas accompagnée par des moyens suffisants, a fortiori lorsque les pouvoirs publics n'ont pas su ou pu mettre en place une plateforme publique unique et gratuite pour toutes les entreprises et toutes collectivités territoriales.

Avec cette mise en place, un basculement des accueils téléphoniques va se faire sur les Centres de Contacts Professionnels (avec le transfert de 2 B et 1 C de la DDFIP 57) et les SIE de la Moselle à hauteur de 4 lignes téléphoniques (2 au SIE de Metz, 1 à Saint-Avold et 1 à Thionville) sans pouvoir bénéficier de l'ACF assistance usagers.

Pour l'Administration, il n'y aura pas d'incidences à court ou moyen terme sur l'organisation des Services de Contrôle Fiscal. Nous en doutons fortement...

4 – Points divers

Solidaires Finances Publiques a alerté la direction sur la situation des veilleurs de nuit, suite à la réorganisation de l'ESI de Metz et la suppression du serveur informatique. La Direction nous a informés que les collègues concernés resteront en surnombre sur la division BIL. Nous avons réclamé le maintien des primes afférents à leur ancien poste, car il serait totalement abjecte qu'ils perdent 10 % de leur rémunération alors qu'ils ne sont pas responsables des décisions de l'administration. Etant un syndicat vertical, nous demandons le même traitement dont bénéficient les anciens comptables lors des fusions de postes.

Solidaires Finances Publiques a demandé un bilan de l'expérimentation des quitus automobiles à Denain. Cette expérimentation est tellement ancienne qu'elle a été perdue de vue.

Vos représentants : Philippe OSTROGORSKI, Laetitia CHABOUREL, Laurent ZOMMER, Carole SCHOSGER, Alexis LOSIN, Hugues NAVINER, Cendrine FAVERO, Emmanuel MARTINEZ et Thomas WAGNER



Dernière information

Le bureau national nous a alertés sur les problèmes des indus de versements des ACF garantie mises en place en 2014 lors de la fusion DGI/CP.

Certains collègues devront reverser plusieurs milliers d'euros.

Si vous êtes confrontés à cette problématique, n'hésitez pas à contacter un correspondant de Solidaires avant le 16 mars 2026.